

# *La jeunesse entre République islamique et ouverture au monde*

---

Depuis la chute du chah en 1979, de profonds changements culturels et sociaux ont marqué l'Iran, alors que les inégalités économiques se sont accrues. L'islam politique et l'idéologie officielle du régime sont remis en cause par la société ; la sécularisation culturelle et religieuse, qui se traduit par des revendications de liberté politique et d'autonomie individuelle — portées principalement par la jeunesse, les intellectuels, les femmes émancipées —, se reflète dans la crise de l'État. La scène politique est complexe : les réformes du président Khatami et du gouvernement sont contrecarrées par la toute-puissance de l'ayatollah Khamenei, Guide de la révolution, et des institutions qui en dépendent : leur contrôle sur les structures économiques, le judiciaire, l'armée, la police sont sans commune mesure avec leur importance numérique et leur légitimité sociale. Ces contradictions internes, politiques et sociales, empêcheront-elles le statuquo actuel de se maintenir ?

---

*PAR FARHAD KHOSROKHAVAR*

En une vingtaine d'années, l'Iran a traversé une révolution islamique (celle de février 1979 qui aboutit au renversement du chah), une guerre sanglante avec l'Irak, causant plusieurs centaines de milliers de morts (1980-1988), la fin peu glorieuse de cette guerre, la mort de l'imam Khomeyni (1989), l'avènement d'un régime de transition sous la présidence de Rafsandjani, et enfin, l'élection d'un nouveau président de la République, Khatami, en 1997, avec plus de 70 % des voix. L'Iran de la fin des années nonante est ainsi radicalement différent de celui de la fin des années septante.

## DE PROFONDS CHANGEMENTS

Depuis 1979, la population iranienne est passée de 37 millions à plus de 60 millions ; une nouvelle jeunesse a vu le jour qui ne connaît pratiquement rien de la Révolution, si ce n'est par les descriptions des médias et notamment de la télévision (plus de 60 % des jeunes ont moins de vingt-quatre ans). De même, en pourcentage, elle est mieux éduquée que sous le chah (le taux d'alphabétisation est de 79 % en 1991, comparé aux 59 % de 1976, avant la Révolution). La disparité entre les zones rurales et urbaines s'est atténuée : 72 % des ménages de la campagne disposent désormais d'un système d'adduction d'eau, 82 % disposent de l'électricité, et leur niveau de vie relatif s'est amélioré (en 1965, le revenu moyen d'une famille rurale était 45 % de celui d'une famille urbaine ; en 1985, il est passé à 55 %). Cet Iran composé en grande majorité de jeunes s'est urbanisé : en 1976, 47 % de la population était urbaine ; en 1986, plus de 54 % ; et la tendance s'est accentuée depuis. Le nombre des étudiants a augmenté : en 1976, il y avait cent-cinquante-quatre-mille étudiants (et soixante-mille à l'étranger). En 1991, ce chiffre a dépassé le demi-million, dont 60 % dans les universités d'État.

Dans cette population, les femmes sont mieux éduquées qu'avant la révolution (de 35,5 % de femmes alphabétisées en 1976, elles sont passées à 67,1 % en 1991). À l'université, le décalage entre les filles et les garçons s'est atténué, plus de 30 % des étudiants étant en fait des étudiantes. Certes, le niveau des diplômes universitaires a baissé par rapport au temps du chah, mais l'université semi-privée Azad intègre plus d'un demi-million d'étudiants à qui on dispense un enseignement comparable à celui des petites universités américaines de bas niveau.

Après vingt ans de révolution, les zones rurales sont beaucoup plus intégrées dans la société que sous le chah, par la généralisation de la scolarisation, le tracé des pistes et des routes, l'électrification et l'expansion des télécommunications.

La nouvelle jeunesse, en dépit des disparités régionales qui persistent, est beaucoup plus homogène qu'avant la révolution : tout le monde parle désormais le persan et la grande majorité des jeunes sait lire et écrire.

La révolution islamique a causé l'exode massif de quelque trois millions de personnes, surtout des classes moyennes, hors de l'Iran. Mais à la différence de la Révolution d'Octobre, qui introduisit une rupture profonde entre les « Russes blancs » et ceux qui vivaient en Union soviétique, la relation entre les Iraniens de l'intérieur et ceux de la diaspora aux États-Unis (aux alentours d'un million), au Canada, en Europe et en Turquie (un million dans ce dernier pays) n'a jamais été interrompue. Presque chaque Iranien des classes moyennes (même des petites classes moyennes) a un cousin, une cousine, un oncle, une tante ou un ami vivant à l'étranger. Leurs fréquents voyages, mais aussi la généralisation des moyens électroniques, ont fait que l'Iran n'a pas été enclavé et soustrait à l'influence du monde extérieur.

## UNE SOCIÉTÉ EN TENSION

Par ailleurs, les idéaux révolutionnaires, mélange de marxisme et d'islam radical, ont rapidement vieilli en deux décennies : presque personne ne pense plus en termes de lutte des déshérités contre les oppresseurs, à la différence de la jeunesse révolutionnaire des années quatre-vingt ; quasiment personne ne croit sérieusement aux vertus de l'expansion de la révolution islamique hors des frontières, comme le prônaient les jeunes au début de la Révolution ; la diabolisation de l'Occident auquel on fait assumer tous les maux du pays n'entraîne plus la conviction des jeunes. Ceux-ci cherchent deux choses qu'ils ne trouvent précisément que dans un Occident mi-imaginaire mi-réel : d'un côté, l'abondance des biens, la capacité infinie de consommer, l'hédonisme, et de l'autre, la liberté d'expression et l'affirmation de l'autonomie individuelle. Ces deux dimensions sont indissociables dans la nouvelle jeunesse iranienne et font que la quête de la liberté politique va de pair avec la recherche de l'autonomie individuelle, que ce soit dans les relations entre filles et garçons, femmes et hommes, ou entre croyants et non-croyants, politiques et apolitiques...

Cette société qui vit sous un régime politique issu de la révolution islamique est dans une grande mesure en rupture avec l'idéologie officielle de l'État. L'attitude puritaine de ses milices et de ses agents de l'ordre, pour qui islam rime avec répression de l'émancipation sexuelle et du consumérisme dans l'espace public, engendre ressentiment et frustration. Les attitudes attentatoires à la liberté d'expression de la part des groupes conservateurs engendrent une colère rentrée qui n'est contenue que par les groupes politiques réformateurs.

## UN ÉTAT DIVISÉ

D'une révolution qui n'avait en soi rien de démocratique est sortie, en deux décennies, une nouvelle jeunesse qui tente d'ouvrir l'islam à un régime politique plus ouvert. En même temps, l'appareil d'État s'est scindé en deux parties plus ou moins opposées : d'un côté, le gouvernement du président Khatami et de ses partisans de la réforme, qui ont remporté les élections parlementaires en 2000 avec une majorité confortable de plus de 60 % des sièges ; de l'autre, l'appareil judiciaire, l'ayatollah Khamenei, le Guide de la révolution, et l'ensemble des structures économiques dominées par les fondations révolutionnaires. Celles-ci ont été formées après la Révolution en prenant en main la gestion des biens de la famille impériale et des grands dignitaires du régime du chah. Avec la fondation pieuse Astan-é-Ghods qui gère les biens légués par les croyants à l'imam Reza, le huitième imam chiite, elles totalisent une partie importante de l'appareil de production et de distribution des biens en Iran et forment un véritable État dans l'État, placées directement sous l'égide du Guide de la révolution, l'ayatollah Khamenei. Ce dernier forme une troïka avec deux institutions majeures de la République islamique, le Conseil des gardiens (chargé de superviser l'islamité des lois) et le Conseil du discernement des intérêts supérieurs (chargé de statuer, en cas de litige, entre le parlement et le Conseil des gardiens). Ce triangle institu-

## IRAN : SORTIR D'UNE RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE ?

tionnel dispose d'une énorme capacité pour réfréner les réformes. À cet ensemble il faut ajouter la structure économico-politique du Groupe des (fidèles) unis (*hey'at e mo'taléféh*) formé de grands commerçants du bazar qui ont un énorme pouvoir économique; les caisses d'intérêt islamique, *gharz ol hassané*, qu'ils contrôlent, totalisent plus du tiers des flux financiers en Iran. Ce groupe ainsi que les fondations craignent un pouvoir démocratique mettant en péril leurs privilèges et défendent le système politique fermé, légué par la Révolution, qui leur laisse les coudées franches.

L'ensemble de ces forces ne mobilise pourtant qu'une petite minorité au sein de l'Iran actuel. Mais leur capacité d'action collective, leur identité corporatiste et leur aptitude à bloquer les réformes sont incomparablement supérieures à leur simple existence numérique. D'un côté, il existe une jeunesse impatiente qui forme la majorité de la société civile dans l'Iran d'aujourd'hui et qui demande l'accélération des réformes et la rupture avec la politique répressive des vingt dernières années ainsi que l'ouverture de l'Iran à la culture et aux aspirations du monde actuel; de l'autre, des groupes fortement imbriqués dans les structures économiques et qui contrôlent une grande partie de l'appareil politique par leur monopole de fait sur l'appareil judiciaire et par leur domination des instances de répression: l'armée et la police sont sous le contrôle du Guide de la révolution et les milices, qui intimident les jeunes dans l'espace public et sèment l'insécurité, sont directement financées par les fondations ou les groupes semi-occultes des détenteurs de fonds au bazar.

## SÉCULARISATION CULTURELLE ET RELIGIEUSE

Dans la dernière moitié des années nonante, à trois reprises, la société iranienne a manifesté son désir de réforme et d'ouverture au monde et, dans les trois cas, les jeunes ont joué un rôle moteur: lors des élections présidentielles de 1997, lors des élections municipales de 1999 et lors des élections parlementaires de 2000. Par ailleurs, par le truchement de la culture, la société a brisé les tabous de la révolution islamique eu égard à l'art, à l'ouverture à l'Occident et à la liberté d'expression: le cinéma iranien connaît un grand épanouissement, en réaction contre les restrictions imposées à la société par les normes restrictives que les cinéastes entendent remettre indirectement en cause, en les contournant par l'évitement des thèmes trop intimistes qui appelleraient la censure; le théâtre entend s'ouvrir au monde extérieur en portant sur scène des pièces artistiques de très bon niveau d'auteurs internationaux, le roman cherche son inspiration non pas dans le religieux mais dans une vie quotidienne où celui-ci joue un rôle au mieux effacé. La culture islamique se développe par le biais d'une philosophie et d'une théologie qui remettent en cause les fondements théoriques de la théocratie islamique, dont le *vélayat faghhih* (le gouvernement du docteur de la loi islamique), cette pierre angulaire de la constitution de la République islamique fondée par l'imam Khomeyni.

La société iranienne se sécularise de deux manières, du reste complémentaires. D'un côté, les jeunes et les artistes cherchent à édifier une culture où

IRAN : SORTIR D'UNE RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE ?

le religieux joue un rôle marginal; de l'autre, les nouveaux intellectuels musulmans entendent donner une version du religieux qui remette en cause la légitimité de la théocratie fondée sur la révolution islamique. Ces deux tendances trouvent leur écho dans cette jeunesse iranienne qui ne partage plus l'enthousiasme révolutionnaire de ses parents il y a vingt ans et qui ne voit dans la Révolution que restrictions indues, culture rabat-joie, répression de la liberté de parole et enrichissement illégitime des minorités liées au pouvoir.

**LE POLITIQUE ET SON ÉTRANGE DESTIN**

La lutte politique au sein du pouvoir entre les partisans de la réforme et les tenants de la fermeture politique ne date pas seulement des dernières années. Dès le début de la République islamique, il y a eu bataille autour de l'interprétation de l'islam et de la révolution. La première dissension majeure s'est produite avec le premier président de la République, A. Baniadr, qui a été forcé de choisir la clandestinité et l'exil en 1981. C'est en 1997, avec l'élection de Khatami à la présidence, que ressurgit la tension. Celui-ci entend garantir la liberté d'expression et politique dans le cadre de la Constitution, mais il affronte les partisans du statuquo qui refusent la liberté de la presse et le règne de la loi, au nom de la fidélité à la Révolution, mais aussi afin de protéger leurs privilèges souvent exorbitants, à l'abri de tout contrôle institutionnel. L'assassinat des intellectuels, la fermeture de la presse, les pratiques d'intimidation des partisans de la réforme, dont beaucoup se trouvent en prison, tout cela montre la complexité de la scène politique en Iran. L'autonomie de l'appareil judiciaire par rapport à l'exécutif et au législatif, au lieu de corroborer la démocratie, signifie la mise au pas de la liberté de parole et le refus de satisfaire aux aspirations de la nouvelle jeunesse. Selon la Constitution, il existe une séparation des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif mais, de fait, l'exécutif (le gouvernement) est pieds et poings liés face au judiciaire, compte tenu du droit de supervision accordé au Conseil des gardiens sur certaines prérogatives du Parlement et au droit de regard du Conseil de discernement des intérêts supérieurs. Pour couronner le tout, le Guide de la révolution est doté de pouvoirs extrêmement étendus allant du contrôle de l'armée et de la police à la mainmise sur les fondations révolutionnaires qui monopolisent une grande partie du pouvoir économique dans le pays. Autant dire que l'Iran n'est pas une société régie par un système démocratique, mais que la démocratisation s'y effectue de manière saccadée, par une société rajeunie et contre les appareils d'État légués par la Révolution, dans une lutte qui met à l'épreuve la patience des nouvelles générations, en quête d'ouverture au monde extérieur.

**LES MOUVEMENTS POUR LA LIBERTÉ**

Pour ouvrir la structure politique de la société, trois groupes spécifiques se mobilisent, où les jeunes occupent une place prépondérante. Ce sont les lycéens et les étudiants, les intellectuels et, enfin, les femmes modernisées des couches urbaines. Chacun de ces groupes agit de manière plus ou moins

## IRAN : SORTIR D'UNE RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE ?

autonome, mais l'action de l'ensemble converge vers un nouvel ordre social, plus ouvert, moins centré sur le religieux, plus sensible à ce qui unit l'Iran au reste du monde qu'à ce qui l'en sépare, bref, la démocratie.

## LA JEUNESSE

Les jeunes sont profondément frustrés de la situation dans le pays. Leur désespoir, ils l'expriment par le taux élevé des suicides, par la proportion extrêmement élevée de drogués et par un cynisme qui s'exprime dans des actes isolés de transgression dans les grandes villes où, sous l'ordre rigoriste, se dissimule mal la révolte individuelle chez les filles et les garçons. En famille, la plupart des jeunes des classes moyennes suivent les instructions des parents qui sont grosso modo celles de la vie plus ou moins moderne. À l'école et dans l'espace public, règne un système qui contredit la première culture au nom de la légitimité islamique. En privé, on vit d'une certaine façon, en public d'une autre, en contradiction avec la première. Les jeunes ressentent une profonde « schizophrénie » face à cette dualité. Pour les classes populaires, la rupture est nette entre les slogans révolutionnaires du régime, qui prônent l'abnégation et la justice et une économie improductive, qui promet les spéculateurs et leur clientèle. Les jeunes des couches populaires vivent leur situation de manière dramatique, faute de moyens. La société iranienne s'est transformée en une société plus inégalitaire qu'avant la Révolution, où les disparités sociales étaient pourtant très importantes : 20 % de la population disposent de 80 % des biens et l'inégalité n'a cessé de s'accroître à cause d'un système économique parasité par la spéculation et les prébendes où rien ne favorise la production et l'émergence de capitaines d'industrie. Après plus de deux décennies, les jeunes comprennent que le règne de la loi garantit une certaine transparence et prévient les abus manifestes des groupes protégés par leur position privilégiée au sein du pouvoir. C'est pourquoi les mouvements de jeunes ne prônent pas la révolution (ils en ont fait l'expérience par parents interposés et en ont mesuré les conséquences, contrairement aux aspirations initiales qui l'avaient causée). Ce qu'ils demandent c'est la réforme, dans le cadre des lois. Dans ce mouvement, des étudiants se réclamant de l'islam ont joué un rôle important au sein d'associations comme le Bureau pour le renforcement de l'unité (*Daftar tahkim vahdat*), dans l'université. Dans les premières années après la Révolution, cette organisation avait été mise en place pour quadriller l'université, contre l'extrême gauche ou les modérés, et pour tenir l'enseignement supérieur sous le joug du pouvoir. Dans les années nonante, ces institutions changèrent progressivement de sens, et au lieu de perpétuer la vue répressive d'en haut, elles en vinrent à soutenir le mouvement pour la réforme venu d'en bas, des étudiants. C'est que l'aspiration au changement social et politique est profondément ancrée dans la nouvelle jeunesse iranienne. Celle-ci est l'enfant de la Révolution, mais elle est aussi dirigée contre elle, autant dans sa volonté de démocratisation que dans son refus de diaboliser le monde extérieur.



## LES FEMMES

Le mouvement des femmes est une autre composante fondamentale de la nouvelle société. Il est fondé sur le refus du patriarcalisme, au nom de la Révolution, et sur le rejet de l'inégalité entre hommes et femmes, au nom de l'islam. Les femmes de la génération des mères ont fait l'amère expérience d'une révolution qui a institutionnalisé la disparité entre hommes et femmes en des matières aussi fondamentales que le divorce (le droit de divorce est incomparablement plus facile pour les hommes), l'héritage (la femme reçoit moitié moins que l'homme), le témoignage devant les tribunaux (celui de la femme vaut la moitié de celui de l'homme), la garde de l'enfant après le divorce (celle-ci va en règle générale au père) et d'autres droits élémentaires. Sous le chah, les femmes des classes moyennes urbaines formaient une minorité dans un pays où les femmes d'origine populaire ou des zones rurales étaient analphabètes dans leur grande majorité. À présent, les filles vont à l'école presque autant que les garçons et dans les villes, elles sont quasiment à parité avec les garçons. La fécondité des femmes a baissé entretemps (elle était de 7 enfants en 1976, elle a baissé à 3,5 en 1993). L'âge moyen de mariage des femmes a aussi changé dans le sens de la modernisation : en 1956, il était de 18,7 ans et en 1991, de 21 ans. La nouvelle génération féminine est le plus proche, dans son univers culturel, des hommes, depuis le commencement de la modernisation en Iran. En même temps, de manière paradoxale, il y a régression, sur le plan juridique, par rapport au temps du chah. Cela engendre chez elles une prise de conscience d'autant plus aigüe de l'injustice à leur égard. Les femmes se sont dotées de médias féminins (voire féministes) pour leur défense, elles interpellent l'opinion publique contre un système qui entend perpétuer les inégalités au nom du religieux.

## LES INTELLECTUELS

Un troisième mouvement est celui des intellectuels. Certains sont d'esprit non religieux et entendent défendre la modernité laïque. Mais compte tenu du pouvoir exercé par les islamistes sur les rouages de l'État, ils ne parviennent pas à se faire entendre aisément. Le mouvement de contestation le plus important provient des intellectuels musulmans. Ceux-ci entendent séparer le religieux du politique, au nom même de l'islam. Trois générations se côtoient : celle des grands-pères (comme l'ayatollah Montazéri, en résidence surveillée à Qom depuis plus de dix ans), celle des pères (comme Mojtahed Shabestari, Soroush, Abdol ali Bazargan) et celle des grands frères nombreux, qui ont entre trente et cinquante ans et dont les plus tonitruants sont Kadivar, Eshkavari, Gandji, Saïd-zadeh, Abdollah Nouri. Nombre d'entre eux sont en prison ou en résidence surveillée. Ces intellectuels sèment la zizanie chez les religieux conservateurs, leurs références à l'islam rendant difficile leur rejet en tant que suppôts d'un Occident impie. Ils rompent avec l'islam révolutionnaire de Shariati, de Khomeyni ou des fondamentalistes religieux et inaugurent un islam qui s'accommode de l'autonomie de la société par rapport au sacré : voient ainsi le jour des thèmes nouveaux comme celui de la société civile (au lieu de la communauté musul-

## IRAN : SORTIR D'UNE RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE ?

mane traditionnelle ou révolutionnaire, la *Umma*), celui de la tolérance (au lieu de l'intolérance, et du manichéisme révolutionnaire qui refusait tout compromis avec les autres pensées), celui de dialogue des civilisations (au lieu du refus d'un Occident matérialiste et impérialiste), celui d'un système politique ouvert (au lieu d'un système fermé pour préserver la révolution dans sa « pureté »). Ces nouvelles thématiques brisent le monopole des conservateurs sur le champ religieux et lèvent l'hypothèque d'une religion inamicale à la démocratie. C'est pourquoi, ces intellectuels sont plus énergiquement combattus par le pouvoir judiciaire que les laïques, qui ne menacent pas le pouvoir dans sa légitimité, faute d'un ancrage institutionnel dans l'État islamique.

## LA FIN DU STATUQUO ?

La transition de la société soviétique vers l'éclatement de l'empire s'est produit non pas par le bas, mais au sein même du Parti communiste, par la tension entre les partisans des réformes, représentés par Gorbatchev, et les apparatchiks purs et durs. En Iran, la situation est radicalement différente. C'est un mouvement par le bas, au sein de la société en majorité jeune, qui est à l'origine de la dissension interne entre les réformateurs et les conservateurs. C'est la société qui est à l'origine de la remise en cause de l'islam politique. La crise au sein de l'État ne fait que refléter ce mouvement d'en bas, marqué par le dynamisme d'une société qui n'entend pas se soumettre aux groupes qui ont accaparé le pouvoir au nom d'une légitimité révolutionnaire de plus en plus rejetée par les jeunes.

Cette nouvelle jeunesse, de loin mieux éduquée que les anciennes générations, moins idéologique que celle qui a fait la révolution, beaucoup plus réservée sur les utopies communistes ou islamistes, a été réprimée en 1999 lorsqu'elle a voulu défendre la liberté de parole à l'université. Depuis, le mouvement des réformateurs en Iran est bloqué par les conservateurs, et de nouvelles formes d'attitude politique se font jour chez les uns et les autres, qui risquent, à moyen terme, de remettre en cause le statuquo actuel, fondé sur une liberté sous surveillance et une économie largement inefficace, marquée par la corruption et le clientélisme des détenteurs du pouvoir.

*Farhad Khosrokhavar*

Farhad Khosrokhavar est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (E.H.E.S.S.).